

**MESSAGE N° 283** *19 septembre 2006*  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi abrogeant la loi**  
**concernant la constitution de la fondation de droit**  
**public cantonal «Bellevue» pour l'accueil de**  
**personnes handicapées psychiques et mentales et**  
**constituant un droit de superficie en faveur**  
**de la fondation «HorizonSud»**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi abrogeant la loi du 8 février 1990 concernant la constitution de la fondation de droit public cantonal «Bellevue» pour l'accueil de personnes handicapées psychiques et mentales (RSF 834.1.4; ci-après: la loi). Le présent message est articulé de la manière suivante:

1. Historique
2. Raisons et conséquences de l'abrogation
3. Intérêts de l'Etat
4. Commentaires des articles
5. Incidences en matière de personnel et financières
6. Conclusion

## **1. HISTORIQUE**

Le plan médico-hospitalier «Médiplan 89» proposait de séparer des services de soins psychiatriques de l'Hôpital psychiatrique de Marsens les chambres et les ateliers occupés par 120 personnes souffrant d'un handicap psychique ou mental. Cette séparation était dictée par les considérations suivantes. Les personnes concernées ne nécessitent pas des traitements et des soins aigus en milieu psychiatrique, mais un placement de longue durée dans un établissement disposant de structures et d'un encadrement appropriés à leur état. En outre, en raison de la modification de l'article 73 de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI) du 17 juin 1959 (RS 831.20), l'Office fédéral des assurances sociales n'avait plus la possibilité de verser des subventions pour les ateliers à partir de 1990, si ces personnes continuaient à dépendre de l'Hôpital de Marsens.

Par loi adoptée le 8 février 1990, le Grand Conseil a autorisé le Conseil d'Etat à constituer et à organiser, la fondation de droit public cantonal «Bellevue» pour l'accueil de personnes handicapées psychiques et mentales (ci-après: la Fondation). Le Conseil d'Etat a constitué la Fondation le 1<sup>er</sup> mai 1990 (cf. art. 1 arrêté du 1<sup>er</sup> mai 1990 concernant la constitution et l'organisation de la fondation de droit public cantonal «Bellevue» pour l'accueil de personnes handicapées psychiques et mentales; RSF 834.1.41; ci-après: l'arrêté) avec pour but d'héberger, dans la mesure des places disponibles, des personnes handicapées psychiques et mentales et de leur confier des activités stimulantes et adaptées à leur état (art. 2 de l'arrêté).

Les immeubles de l'Hôpital de Marsens devenus disponibles ont servi de foyer pour la Fondation, et d'autres locaux également propriété de l'Etat à Bulle, d'ateliers. La propriété des immeubles a été transférée à titre gratuit à la fondation (art. 3 al. 1 de la loi) et il a été prévu qu'en cas de dissolution de la fondation, ces immeubles seraient retransférés à l'Etat, à charge pour celui-ci de les affecter à un but correspondant au but de la fondation (art. 3 al. 3

de la loi). A noter que les relations entre l'Hôpital et la Fondation ont toujours été bonnes.

Au cours de la même décennie, deux autres institutions s'occupant de personnes souffrant d'atteintes psychiques ont vu le jour dans le sud du canton; la Fondation Hannah aux Sciernes d'Albeuve et la Fondation Perspectives à Gumefens.

La Fondation Hannah accueille des personnes en rupture avec leur milieu social et souffrant d'un handicap psychique. Elle offre des structures de soins centrés sur le patient, dans un cadre de vie répondant aux besoins fondamentaux de l'être humain. Elle concilie lieu de vie et accompagnement thérapeutique, avec pour objectif de favoriser la réhabilitation sociale des personnes fragilisées par des difficultés psychiques.

Quant à la Fondation Perspectives, elle a pour but d'accueillir et d'accompagner, dans le cadre de son Foyer et de ses Ateliers à Gumefens, des personnes adultes atteintes dans leur santé psychique, au bénéfice d'une rente AI et aptes à travailler en ateliers d'occupation.

Si, durant les années nonante, les institutions ne collaborent que ponctuellement, les choses vont considérablement évoluer par la suite. En effet, confrontée à l'exiguïté et à l'insécurité de ses locaux, la Fondation Perspectives étudie différentes variantes d'évolution, de 2001 à 2002. Comme il apparaît de plus en plus incongru de penser unilatéralement la transformation d'une institution, la réflexion est menée avec l'active participation de tous les partenaires concernés par la problématique psychique. Peu à peu, l'idée d'une fusion des trois institutions fait son chemin si bien qu'en juin 2005, les directeurs des institutions reçoivent de leur conseil de fondation respectif, le mandat d'étudier ensemble les modalités d'une éventuelle fusion.

A la fin 2005, après avoir constaté que les fondations répondent à des missions similaires, qu'elles offrent des prestations complémentaires, qu'elles sont habituées à travailler ensemble, qu'elles sont proches géographiquement, qu'elles sont orientées vers le sud du canton et qu'elles tendent vers les mêmes objectifs de développement de synergies sociales, les directions des Fondations Bellevue, Perspectives et Hannah acquièrent la conviction de l'opportunité et de l'actualité à procéder à la fusion de leurs trois institutions.

## **2. RAISONS ET CONSÉQUENCES DE L'ABROGATION**

Le projet de fusion de la Fondation avec les fondations «Hannah» et «Perspectives» n'est réalisable que si la Fondation, dans son statut de droit public cantonal est préalablement dissoute. Pour ce faire, il est indispensable, que la loi soit préalablement abrogée, et cela, en application du principe du parallélisme des formes.

Une conséquence importante de l'abrogation de la loi concerne le sort des immeubles donnés par l'Etat à la Fondation au moment de sa constitution et qui doivent selon l'article 3 al. 3 de la loi être retransférés à l'Etat, à charge pour celui-ci de les affecter à un but correspondant au but de la fondation.

La seule entité de droit public cantonal disparaîtra ainsi. Pour ce qui est des conséquences financières et en matière de personnel, cf. ci-dessous, ad pt 5.

### 3. INTÉRÊTS DE L'ÉTAT

La Direction de la santé et des affaires sociales aura un partenaire au lieu de trois, ce qui engendrera une simplification administrative et permettra de mieux répondre encore à la demande de placements institutionnels pour le sud du canton, en favorisant la complémentarité de l'offre.

La mise en commun des forces permettra d'éviter que des prestations quasi semblables soient proposées simultanément en différents endroits du sud du canton. Enfin, des économies résulteront des synergies mises en place.

Le nombre de sites maintenu dépendra de l'application de la législation sur les institutions pour personnes handicapées ou inadaptées. D'ailleurs, dans le cadre de leurs réflexions les directeurs des institutions se sont posé cette question. Le Service de la prévoyance sociale sera appelé à étudier cette question, après avoir pris l'avis de la commission consultative d'aide et d'accompagnement des personnes handicapées et inadaptées.

### 4. COMMENTAIRE DES ARTICLES

#### *Art. 1 et 7*

L'abrogation de la loi est liée à la constitution de la nouvelle fondation de droit privé HorizonSud, issue de la fusion des trois fondations existantes. L'entrée en vigueur de la loi devrait avoir lieu au 1<sup>er</sup> janvier 2007 et coïncider avec la naissance de la nouvelle entité juridique.

#### *Art. 2*

Cette disposition répond au prescrit de l'article 3 de la loi selon lequel en cas de dissolution de la Fondation Bellevue, les immeubles seraient retransférés à l'Etat, à charge pour celui-ci de les affecter à un but correspondant au but de la fondation.

#### *Art. 3*

Le droit de superficie prévu aura la forme d'une servitude personnelle. Sa nature (droit distinct et permanent ou non), son contenu et ses conditions d'exercice seront déterminés par l'acte constitutif. On peut imaginer que si la Fondation devait cesser son activité, les immeubles soient transférés à nouveau dans le patrimoine administratif de l'Hôpital psychiatrique cantonal. Il va de soi que le superficière assumera les frais d'entretien, de rénovation, d'agrandissement des bâtiments et ouvrages dont il est propriétaire, ainsi que ceux qui résultent de l'utilisation des surfaces non bâties dont il fait usage.

Il est prévu que le droit de superficie soit accordé moyennant contre-prestation. Celle-ci consistera en une rente superficière perçue sous la forme d'annuités ou d'autres montants périodiques. Les montants de la rente périodique seront fixés en tenant compte du marché et seront intégrés aux budgets de la Fondation.

#### *Art. 4*

L'exemption du paiement de droits d'enregistrement et de mutations découle de l'article 76 let. a de la loi du 4 mai 1934 sur les droits d'enregistrement (RSF 635.2.1) et de l'article 9 let. a de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1996 sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (RSF 635.1.1).

#### *Art. 5*

Le transfert à la nouvelle entité juridique des biens mobiliers appartenant à la Fondation devrait également se faire à titre gratuit, car, de toute façon, les pouvoirs publics seraient appelés à participer aux frais dans le cadre des subventions accordées sur la base de la législation d'aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées ou inadaptées.

#### *Art. 6*

Cette disposition a pour but de maintenir les droits acquis du personnel de la Fondation (cf. art. 4 al. 1 de la loi).

### 5. INCIDENCES EN MATIÈRE DE PERSONNEL ET FINANCIÈRES

S'agissant du statut du personnel, aucun changement n'est nécessaire. Il continuera à être soumis à la convention collective de travail relative au personnel des membres de l'Association fribourgeoise des institutions spécialisées. Il est prévu cependant qu'il soit affilié à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat; à noter que le personnel de la Fondation y est déjà affilié et que le comité de la Caisse a d'ores et déjà accepté le principe de l'affiliation de l'ensemble du personnel de la nouvelle entité juridique.

L'abrogation en tant que telle de la loi n'a aucune incidence financière. Quant à la fusion des trois fondations,

- elle permettra de renoncer à deux postes de directeurs;
- elle nécessitera des dépenses supplémentaires en termes d'investissement dans les phases préliminaires et introductives (gestion de projet, parc informatique, frais d'établissements des actes de fondations, etc.);
- elle induira des économies au niveau de la direction, de la comptabilité, de la logistique et du secteur hôtelier à partir de 2008.

### 6. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat vous invite à adopter le présent projet de loi abrogeant la loi du 8 février 1990 concernant la constitution de la fondation de droit public cantonal «Bellevue» pour l'accueil de personnes handicapées psychiques et mentales.

**BOTSCHAFT Nr. 283** 19. September 2006  
**des Staatsrats an den Grossen Rat**  
**zum Gesetzesentwurf für die Aufhebung des**  
**Gesetzes über die Errichtung der öffentlich-**  
**rechtlichen Stiftung «Bellevue» für psychisch und**  
**geistig behinderte Personen und über ein**  
**Baurecht zu Gunsten der Stiftung «HorizonSud»**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Gesetzesentwurf für die Aufhebung des Gesetzes vom 8. Februar 1990 über die Errichtung der öffentlich-rechtlichen Stiftung «Bellevue» für psychisch und geistig behinderte Personen (SGF 834.1.4; das Gesetz). Die Botschaft gliedert sich wie folgt:

1. Geschichtlicher Rückblick
2. Gründe und Auswirkungen der Gesetzesaufhebung
3. Interessen des Staates
4. Erläuterung der Artikel
5. Auswirkungen auf das Personal und finanzielle Auswirkungen
6. Antrag

## **1. GESCHICHTLICHER RÜCKBLICK**

Die spitalmedizinische Gesamtplanung «Mediplan 89» schlug eine Abtrennung vor zwischen den Diensten des Psychiatrischen Spitals Marsens, die sich mit der psychiatrischen Pflege befassen, und den Zimmern und Werkstätten für 120 Personen mit einer psychischen oder geistigen Behinderung. Diese Trennung drängte sich aufgrund der folgenden Erwägungen auf: Die letzteren Personen bedürfen keiner Behandlung und Akutpflege im psychiatrischen Umfeld, sondern einer langfristigen Unterbringung in einer Einrichtung mit Strukturen und einem Betreuungsangebot, die sich für sie eignen. Ausserdem war es dem Bundesamt für Sozialversicherung wegen der Änderung von Artikel 73 des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1959 über die Invalidenversicherung (IVG; SR 831.20) ab 1990 nicht mehr möglich, die Werkstätten zu subventionieren, sollten diese Personen nach wie vor vom Spital Marsens abhängen.

Mit Gesetzeserlass vom 8. Februar 1990 ermächtigte der Grosse Rat den Staatsrat, die öffentlich-rechtliche Stiftung «Bellevue» für psychisch und geistig behinderte Personen zu errichten und zu organisieren. Der Staatsrat errichtete die Stiftung am 1. Mai 1990 (s. Art. 1 des Beschlusses vom 1. Mai 1990 über die Errichtung und die Organisation der öffentlich-rechtlichen Stiftung «Bellevue» für psychisch und geistig behinderte Personen; SGF 834.1.41; der Beschluss), mit dem Zweck, im Rahmen der vorhandenen freien Plätze psychisch und geistig behinderte Personen zu beherbergen und ihnen anregende und ihrem Zustand entsprechende Tätigkeiten anzuvertrauen (Art. 1 Abs. 2 des Beschlusses).

Die frei werdenden Gebäude des Spitals Marsens dienen als Heim für die Stiftung, und weitere staatseigene Räumlichkeiten in Bulle als Werkstätten. Das Eigentumsrecht über die Liegenschaften wurde unentgeltlich an die Stiftung übertragen (Art. 3 Abs. 1 des Gesetzes), und bei Auflösung der Stiftung sollten diese Liegenschaften wieder an den Staat zurückfallen, der sie einer Zweckbestimmung zuzuführen habe, die derjenigen der

Stiftung ähnlich sei (Art. 3 Abs. 3 des Gesetzes). Die Beziehungen zwischen dem Spital und der Stiftung sind übrigens immer gut gewesen.

Im Lauf des gleichen Jahrzehnts entstanden im südlichen Kantonsteil zwei weitere Institutionen für psychisch behinderte Personen: die Stiftung Hannah in Sciernes d'Albeuve und die Stiftung Perspectives in Gumefens.

Die Stiftung Hannah betreut Personen, die aus ihrem sozialen Umfeld herausgefallen sind und an einer psychischen Behinderung leiden. Sie bietet Strukturen patientenzentrierter Pflege an, in einem Lebensumfeld, das den grundlegenden Bedürfnissen des Menschen entspricht. Sie bringt Lebensstätte und therapeutische Begleitung zusammen, mit dem Ziel, die soziale Wiedereingliederung von Personen zu fördern, die aufgrund psychischer Schwierigkeiten gefährdet sind.

Die Stiftung Perspectives wiederum hat zum Zweck, im Rahmen ihres Heims und ihrer Werkstätten in Gumefens erwachsene Personen aufzunehmen und zu betreuen, die in ihrer psychischen Gesundheit beeinträchtigt sind, eine IV-Rente beziehen und fähig sind, in Beschäftigungswerkstätten zu arbeiten.

Während der Neunzigerjahre arbeiteten die Institutionen nur punktuell zusammen, jedoch entwickelten sich die Dinge in der Folge beträchtlich. Von 2001 bis 2002 prüfte die Stiftung Perspectives angesichts der Enge und mangelnden Sicherheit ihrer Räume verschiedene Entwicklungsvarianten. Da es immer unpassender schien, einseitig über die Umwandlung einer Institution nachzudenken, wurde die Diskussion unter aktiver Mitwirkung aller Partner geführt, die vom Problem der psychischen Gesundheit betroffen sind. Allmählich kristallisierte sich der Gedanke einer Fusion der drei Institutionen heraus, so dass im Juni 2005 die Leiter der Institutionen von ihrem jeweiligen Stiftungsrat beauftragt wurden, zusammen die Modalitäten einer allfälligen Fusion zu prüfen.

Ende 2005, nachdem festgestellt worden war, dass die Stiftungen gleichartigen Aufträgen entsprechen, einander ergänzende Leistungen anbieten, gewohnt sind zusammenzuarbeiten, einander geographisch nahe sind, sich auf den Süden des Kantons ausrichten und alle drei auf die Entwicklung sozialer Synergien hinzielen, gelangten die Direktionen der Stiftungen Bellevue, Perspectives und Hannah zur Überzeugung, die Fusion ihrer drei Institutionen sei ein angebrachtes und zeitgemässes Unterfangen.

## **2. GRÜNDE UND AUSWIRKUNGEN DER GESETZESAUFHEBUNG**

Die geplante Fusion mit den Stiftungen «Hannah» und «Perspectives» lässt sich nur durchführen, wenn die Stiftung in ihrer öffentlich-rechtlichen Stellung vorher aufgelöst wird. Hierfür muss vorgängig unbedingt das Gesetz aufgehoben werden, in Anwendung des Grundsatzes des Formenparallelismus.

Eine wichtige Auswirkung der Aufhebung des Gesetzes betrifft das künftige Los der Liegenschaften, welche die Stiftung zum Zeitpunkt ihrer Errichtung vom Staat erhielt und die nach Artikel 3 Abs. 3 des Gesetzes an den Staat zurückfallen, mit der Auflage, dass dieser sie einem Zweck zuführt, der demjenigen der Stiftung entspricht.

Somit verschwindet nur das Gebilde des kantonalen öffentlichen Rechts. Zu den Auswirkungen in finanzieller und personeller Hinsicht siehe unten, ad Punkt 5.

### 3. INTERESSEN DES STAATES

Die Direktion für Gesundheit und Soziales wird anstelle von drei nur noch einen Partner haben. Dies bewirkt eine administrative Vereinfachung und ermöglicht es, der Nachfrage nach institutionellen Platzierungen im südlichen Kantonsteil noch besser zu entsprechen, unter Förderung der Komplementarität des Angebots.

Mit der Zusammenlegung der Kräfte kann vermieden werden, dass sozusagen gleiche Leistungen gleichzeitig an verschiedenen Orten des südlichen Kantonsteils angeboten werden. Aus den entstandenen Synergien werden sich letztlich Einsparungen ergeben.

Die verbleibende Standortzahl wird von der Anwendung der Gesetzgebung über die Institutionen für behinderte oder gefährdete Personen abhängen. Im Übrigen haben die Leiter der Institutionen sich diese Frage im Rahmen ihrer Diskussionen gestellt. Das Sozialvorseam wird diese Frage prüfen müssen, nachdem es die Stellungnahme der beratenden Kommission für die Unterstützung und Begleitung behinderter oder gefährdeter Personen eingeholt hat.

### 4. ERLÄUTERUNG DER ARTIKEL

#### *Art. 1 und 7*

Die Aufhebung des Gesetzes ist an die Errichtung der neuen privatrechtlichen Stiftung HorizonSud, die aus der Fusion der drei bestehenden Stiftungen hervorgeht, gebunden. Das Gesetz sollte am 1. Januar 2007 in Kraft treten, einem Zeitpunkt, der mit der Entstehung des neuen Rechtsgebildes zusammenfällt.

#### *Art. 2*

Diese Bestimmung entspricht der Vorschrift von Artikel 3 des Gesetzes, wonach bei einer Auflösung der Stiftung Bellevue die Liegenschaften an den Staat zurückfallen, der sie einer dem Zweck der Stiftung entsprechenden Verwendung zuführen muss.

#### *Art. 3*

Das vorgesehene Baurecht wird die Form eines Personalservituts haben. Seine Art (selbständiges und dauern- des Baurecht oder nicht), sein Inhalt und die Voraussetzungen für seine Ausübung werden durch die Begründungsurkunde bestimmt. Vorstellbar ist, dass die Liegenschaften erneut in das Verwaltungsvermögen des Kantonalen Psychiatrischen Spitals überführt werden, sollte die Stiftung ihre Tätigkeit aufgeben. Es versteht sich, dass der Inhaber des Baurechts alle Kosten des Unterhalts, der Renovation und Vergrößerung der Gebäude und baulichen Anlagen trägt, deren Eigentümer er ist, sowie diejenigen Kosten, die aus der Benützung nicht überbauter, von ihm verwendeter Flächen anfallen.

Es ist vorgesehen, das Baurecht in Verbindung mit einer Gegenleistung zu erteilen. Diese wird in einem Baurechtszins bestehen, der in Form von Jahreszahlungen oder anderen periodischen Beträgen erhoben wird. Die Baurechtszinsbeträge werden in Berücksichtigung des Marktes festgesetzt und in die Budgets der Stiftung aufgenommen.

#### *Art. 4*

Die Befreiung von Einregistrierungsgebühren und Handänderungssteuern leitet sich aus Artikel 76 Bst. a des Gesetzes vom 4. Mai 1934 betreffend die Einregistrierungsgebühren (SGF 635.2.1) und aus Artikel 9 Bst. a des Gesetzes vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern ab (SGF 635.1.1).

#### *Art. 5*

Die Übertragung der beweglichen Güter der Stiftung an das neue Rechtsgebilde sollte ebenfalls unentgeltlich erfolgen, denn auf jeden Fall wird sich die öffentliche Hand im Rahmen der Gesetzgebung über die Hilfe an Sonderheime für Behinderte oder Schwererziehbare an den Kosten beteiligen müssen.

#### *Art. 6*

Diese Bestimmung bezweckt die Wahrung der erworbenen Rechte des Personals der Stiftung (s. hierzu Art. 4 Abs. 1 des Gesetzes).

### 5. AUSWIRKUNGEN AUF DAS PERSONAL UND FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

In Bezug auf die Stellung des Personals ist keine Änderung nötig. Es untersteht weiterhin dem Gesamtarbeitsvertrag für das Personal der Mitglieder der Freiburgischen Vereinigung der spezialisierten Institutionen. Vorgesehen ist jedoch sein Anschluss an die Pensionskasse des Staatspersonals; übrigens ist das Personal der Stiftung dieser schon angeschlossen und hat der Vorstand der Pensionskasse grundsätzlich in den Anschluss des gesamten Personals des neuen Rechtsgebildes eingewilligt.

Die Gesetzesaufhebung als solche hat keinerlei finanzielle Auswirkung. In Bezug auf die Fusion der drei Stiftungen lässt sich Folgendes sagen:

- Die Fusion erlaubt den Verzicht auf zwei Direktorenstellen.
- In der Vor- und Eingangsphase wird sie zusätzliche Investitionsausgaben bedingen (Projektmanagement, Informatikausrüstung, Kosten der Erstellung von Stiftungsurkunden usw.).
- Ab 2008 wird sie Einsparungen auf den Ebenen Direktion, Buchführung, Logistik und Hotelleriesektor bewirken.

### 6. ANTRAG

Der Staatsrat ersucht Sie, diesen Gesetzesentwurf für die Aufhebung des Gesetzes vom 8. Februar 1990 über die Errichtung der öffentlich-rechtlichen Stiftung «Bellevue» für psychisch und geistig behinderte Personen anzunehmen.

## Loi

du

**abrogeant la loi concernant la constitution de la fondation de droit public cantonal «Bellevue» pour l'accueil de personnes handicapées psychiques et mentales et constituant un droit de superficie en faveur de la fondation «HorizonSud»**

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 3 al. 3 de la loi du 8 février 1990 concernant la constitution de la fondation de droit public cantonal «Bellevue» pour l'accueil de personnes handicapées psychiques et mentales;

Vu le message du Conseil d'Etat du 19 septembre 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1** Abrogation

La loi du 8 février 1990 concernant la constitution de la fondation de droit public cantonal «Bellevue» pour l'accueil de personnes handicapées psychiques et mentales (RSF 834.1.4) est abrogée.

**Art. 2** Transfert des immeubles  
a) Propriété

<sup>1</sup> La propriété des immeubles suivants, inscrits au registre foncier au nom de la fondation Bellevue, sera transférée à titre gratuit à l'Etat:

Communes	Biens-fonds N°	Désignation	Surface
Marsens	558	Foyer pour handicapés	6920 m <sup>2</sup>
Bulle	762	Habitation et place	769 m <sup>2</sup>

## Gesetz

vom

**zur Aufhebung des Gesetzes über die Errichtung der öffentlich-rechtlichen Stiftung «Bellevue» für psychisch und geistig behinderte Personen und über ein Baurecht zu Gunsten der Stiftung «HorizonSud»**

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf den Artikel 3 Abs. 3 des Gesetzes vom 8. Februar 1990 über die Errichtung der öffentlich-rechtlichen Stiftung «Bellevue» für psychisch und geistig behinderte Personen;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 19. September 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1** Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 8. Februar 1990 über die Errichtung der öffentlich-rechtlichen Stiftung «Bellevue» für psychisch und geistig behinderte Personen (SGF 834.1.4) wird aufgehoben.

**Art. 2** Übertragung der Liegenschaften  
a) Eigentum

<sup>1</sup> Das Eigentum an den folgenden, im Grundbuch auf den Namen der Stiftung Bellevue eingetragenen Liegenschaften wird unentgeltlich an den Staat übertragen:

Gemeinde	Grundstück-Nr.	Bezeichnung	Grundfläche
Marsens	558	Heim für Behinderte	6920 m <sup>2</sup>
Bulle	762	Wohnung und Platz	769 m <sup>2</sup>

<sup>2</sup> L'état des droits sur ces immeubles est donné par extraits du registre foncier du 16 mai 2006. Ces immeubles sont en particulier francs et libres de tout droit de gage immobilier inscrit au registre foncier.

**Art. 3**      b) Droit de superficie

<sup>1</sup> L'Etat constitue en faveur de la Fondation HorizonSud (ci-après: la Fondation) un droit de superficie, moyennant contre-prestation, selon les articles 779 et suivants du code civil suisse sur les biens-fonds mentionnés à l'article 2.

<sup>2</sup> Si la Fondation cesse son activité avant l'expiration du droit de superficie, celui-ci s'éteint. Les terrains pourraient rester affectés à des tâches d'utilité publique de même nature.

**Art. 4**      c) Frais

Le transfert est exempt de droits d'enregistrement ou de mutations. Les autres frais sont à la charge de la Fondation.

**Art. 5**      Transfert des autres biens

Les autres biens sont transférés à la Fondation à titre gratuit.

**Art. 6**      Personnel

La convention collective de travail relative au personnel des membres de l'Association fribourgeoise des institutions spécialisées demeure applicable au personnel de la Fondation.

**Art. 7**      Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Der Stand der Rechte über diese Liegenschaften geht aus Grundbuchauszügen vom 16. Mai 2006 hervor. Die Liegenschaften sind insbesondere nicht belastet durch ein im Grundbuch eingetragenes Grundpfandrecht.

**Art. 3**      b) Baurecht

<sup>1</sup> Für die in Artikel 2 aufgeführten Grundstücke errichtet der Staat zugunsten der Stiftung HorizonSud (die Stiftung) ein auf Gegenleistung gründendes Baurecht nach den Artikeln 779 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuches.

<sup>2</sup> Gibt die Stiftung ihre Tätigkeit vor Ablauf des Baurechts auf, so erlischt dieses. Die Grundstücke könnten weiterhin für gleichartige Aufgaben öffentlichen Nutzens verwendet werden.

**Art. 4**      c) Kosten

Die Übertragung erfolgt frei von Einregistrierungsgebühren und Handänderungssteuern. Die übrigen Kosten gehen zu Lasten der Stiftung.

**Art. 5**      Übertragung der übrigen Güter

Die übrigen Güter werden der Stiftung unentgeltlich übertragen.

**Art. 6**      Personal

Für das Personal der Stiftung gilt nach wie vor der Gesamtarbeitsvertrag, dem das Personal der Mitglieder der Freiburgerischen Vereinigung der spezialisierten Institutionen unterstellt ist.

**Art. 7**      Inkrafttreten

Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.